ANALYSES ET SYNTHÈSES

CENTRE INTERNATIONAL
DES SYNDICALISTES LIBRES
EN EXIL

LA NOUVELLE GÉNÉRATION EN EUROPE ORIENTALE

2

– JUILLET 1956 –

620

X253

LA NOUVELLE GÉNÉRATION EN EUROPE ORIENTALE

"*Analyses et Synthèses*"

N° 2

PARIS

JUILLET 1956

Friedrich-Ebert-Stiftung
Bonn
Bibliothek
A91-5620

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.

1. — Les dictatures et leurs « nouvelles générations ».
2. — L'ancien régime et la jeunesse adolescente.

3. — La naissance d'une nouvelle génération : espoirs et déboires de la Libération.

4. — La « nouvelle génération » au service des intérêts soviétiques.

5. — L'attitude de la nouvelle génération à l'égard du régime.

6. — Les problèmes et les revendications de la Jeunesse.

7. — L'abolition du « culte de la personnalité », nouvelle tactique pour conquérir la jeunesse.

Conclusion.

INTRODUCTION

11 ANS après la fin de la deuxième guerre mondiale, une nouvelle génération sort des institutions scolaires des pays de l'Est européen. Cette nouvelle génération est âgée de 20 à 30 ans et notre but sera d'étudier sa composition sociale, son histoire, son comportement à l'égard du régime totalitaire et finalement exprimer ses revendications politiques à la lumière de l'évolution actuelle de la situation internationale.

Comme l'analphabétisme a pratiquement disparu dans les démocraties populaires, tous les jeunes de cette nouvelle génération ont reçu une certaine instruction scolaire, même ceux travaillant dans les usines ou dans les champs. Par la suite, nous verrons pour quelles raisons cela revêt une importance particulière.

Bien entendu, cette nouvelle génération ne doit pas être confondue avec l'ensemble de la jeunesse. Ceux et celles, qui au moment de l'armistice avaient 4, 6 ou 8 ans n'ont pas encore terminé leurs études — c'est la majorité — et ne participent pas encore activement à la vie politique, économique et culturelle de leur pays. De plus, ces derniers ne connaissent pas les circonstances qui ont facilité la mainmise soviétique sur leurs pays.

Par contre, la nouvelle génération se souvient parfaitement des événements qui se sont déroulés dans leur pays en 1945 et ainsi leur jugement est moins déformé que celui de leurs jeunes compatriotes qui ne connaissent que les récits falsifiés et subjectifs des livres d'histoire.

Cette nouvelle génération — dont une partie considérable a notamment terminé ses études au cours des deux dernières années — participe déjà à la vie publique.

Etudier leur comportement, leur origine sociale, parler de leurs problèmes et de leurs revendications nécessite une analyse profonde. Comme il s'agit de jeunes appartenant à divers pays dont les structures politiques, économiques et sociales — tout en ayant de nombreux points communs, ne sont pas identiques — cette analyse est fort délicate.

Aussi, cette étude sera inévitablement incomplète et certaines de nos assertions pourront être critiquées.

Néanmoins, nous sommes fiers d'avoir — pour la première fois — abordé ce problème délicat mais important. Il nous semble indispensable, que les pays libres possèdent une image réaliste sur la société actuelle des démocraties populaires, dont la base même est cette nouvelle génération.

On peut admirer ou haïr le régime communiste.

Mais en Juillet 1956, on ne peut pas se permettre de l'ignorer, car un **monde nouveau** se forme en Europe orientale, où une nouvelle génération remplace l'un après l'autre les dirigeants actuels des régimes totalitaires.

CHAPITRE I

LES DICTATURES ET LEURS "NOUVELLES GÉNÉRATIONS"

LE but principal de chaque régime totalitaire est d'élever le plus rapidement possible une nouvelle génération, entièrement dévouée à la personne du dictateur et à ses collaborateurs immédiats. Chaque dictature signifie un régime minoritaire, où un certain nombre de personnes — appuyé sur l'armée ou sur la police — impose ses lois à l'ensemble de la population désarmée.

Une minorité peut prendre facilement le pouvoir si elle est organisée et bien armée. On connait les exemples illustres pour démontrer que les dictatures sont toujours l'œuvre d'un nombre limité de fanatiques.

Mais par la suite, cette minorité a besoin d'élargir ses cadres et en divisant la population, de s'assurer le soutien d'une fraction du peuple. Cette fraction est presque toujours la jeunesse.

La procédure des dictatures est depuis toujours similaire : les dictateurs prétendent que seul un régime « fort » peut assurer une vie meilleure, une liberté accrue aux jeunes citoyens et pour rendre possible les changements dans la vie d'une nation subjuguée, ils demandent l'obéissance aveugle de la part des jeunes, en « échange » des faveurs qui leur seront accordées.

Les dictatures connaissent l'anxiété de l'homme déraciné, isolé et désorienté. Des écrivains éminents démontrent + que l'homme

(+) Voir notamment : Denis de Rougemont : « Les libertés que nous pouvons perdre ». Paris, 1953.

moderne (et plus particulièrement l'adolescent) cherche un guide (Duce, Fuhrer, Caudillo, Père des Peuples, etc...) qui lui dicte sa conduite et qui la justifie, sans discussion possible, sans crainte d'erreur ; le délivrant ainsi de l'angoisse de choisir et de risquer d'avoir à s'en repentir. Ce n'est point par méchanceté ou par perversité que tant de jeunes gens en Europe orientale sont devenus fascistes ou communistes. C'est parce que ces hommes ont senti obscurément, de tout leur être, le besoin d'un principe d'unité, d'obligation et de sécurité, que seules les dictatures se déclarent prêtes à fournir.

Beaucoup de jeunes gens tombent dans ce piège ainsi tendu par les dictatures. Chaque dictature est suivie par quelques jeunes fanatiques dans ses excès et les régimes communistes en Europe orientale ne sont pas des exceptions à cette règle.

Le parti communiste a voulu s'appuyer dès 1945 sur la jeunesse adolescente et nous allons voir par la suite l'échec qu'il a subi. Pourtant les communistes ont suivi fidèlement les enseignements des régimes totalitaires :

Ils ont tout fait pour « remplir tous les moments de liberté des jeunes ; ils ont préparé les jeunes à obéir et à commander » — exactement selon les instructions qu'on trouve dans... Mein Kampf de Hitler.

—

Cependant, entre dictature nazie et dictature communiste il existe une différence fondamentale :

— les régimes nazis et fascistes (ainsi que les régimes réactionnaires et pro-allemands en Europe orientale avant 1945) n'étaient pas les produits d'un impérialisme étranger. L'Allemagne hitlérienne était **avant tout** un état **allemand**, ainsi que l'Italie de Mussolini était un état **italien**. L'influence de ces régimes totalitaires sur les pays de l'Est européen était une influence **indirecte** et même pendant l'occupation militaire des pays des futures démocraties populaires, l'influence (ou plus exactement la pénétration) politique, économique et culturelle **ne fut jamais aussi brutale** que la pénétration soviétique depuis 1945.

Bien que les hitlériens aient tout fait pour « satelliser » les peuples des pays de l'Est, cette « satellisation » n'était jamais accompagnée d'une germanisation visible jusque dans les aspects extérieurs de la vie quotidienne comme ce fut le cas pour la pénétration soviétique. Actuellement, les uniformes des soldats et des jeunes apprentis, la mise en page des journaux, etc... etc... suivent le modèle russe, dans tous les pays sous domination communiste.

Les dictatures d'avant 1945 étaient des dictatures « nationales », où les dictateurs ont surtout exalté le sentiment national des jeunes et sous prétexte de « patriotisme », c'est le chauvinisme qui atteignait un degré élevé, empoisonnant ainsi les relations amicales entre les peuples de l'Est.

On comprend pourquoi le régime communiste rencontre des difficultés plus importantes que le régime nazi au cours de la formation de « sa » nouvelle génération. Le régime communiste est un régime **d'importation**, dont les dirigeants locaux sont arrivés sur place, grâce à une armée étrangère. Dès leur apparition dans la vie publique, la majorité de la population les a considéré comme les agents d'exécution d'un pays étranger, tandis qu'avant la guerre, même les leaders politiques les plus réactionnaires ou les plus germanophiles gardaient en général une indépendance (d'ailleurs assez relative) vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne.

La dictature communiste — elle — combattît les sentiments nationaux et comme le disait en 1952 un dirigeant communiste bien connu : « on ne peut pas être un bon patriote sans aimer l'Union soviétique ». Donc, le patriotisme de son propre pays est étroitement lié à l'amour à l'égard d'une puissance étrangère, dont le but principal est d'imposer son idéologie totalitaire sur tous les pays du monde.

Bien que « l'ordre nouveau » de Hitler prétendit diriger l'Europe, le dictateur nazi n'avait jamais eu l'intention d'annexer purement et simplement tous les pays occupés. Il savait parfaitement, que la France — pour ne citer qu'un seul exemple — ne deviendrait jamais un état **allemand**.

Par contre, les communistes russes ne se contentèrent pas de la « satellisation » des régions sous leur influence directe. Ils vou-

lurent les annexer purement et simplement, en les incorporant dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Nous aurons l'occasion de démontrer au cours de cette analyse, que l'incorporation est moins probable qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Les difficultés sont de plus en plus grandes et parmi celles-ci, c'est notamment la résistance de cette nouvelle génération qui empêche la réalisation des plans soviétiques.

CHAPITRE II

L'ANCIEN RÉGIME ET LA JEUNESSE

AVANT 1945, sous l'ancien régime, le système scolaire et l'esprit dans lequel était « dispensé » l'enseignement relevaient des régimes réactionnaires et semi-féodaux, à l'exception de la Tchécoslovaquie.

Pour la plupart des pays de l'Est, l'éducation de la jeunesse était similaire : il existait trois sortes d'écoles ; les enfants âgés de 6 à 10 ans fréquentaient l'école primaire de quatre classes, des écoliers poursuivaient leurs études à l'école primaire supérieure et ensuite aux lycées.

Les écoles primaires accueillaient les enfants des ouvriers et des paysans ; les écoles primaires supérieures étaient fréquentées surtout par les enfants de la petite bourgeoisie et selon les pays, 50 à 80 % des écoliers abandonnaient leurs études après la cinquième ou la sixième année scolaire. Ajoutons, que l'analphabétisme était considérable et le nombre d'illettrés particulièrement élevé en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. (Même en Tchécoslovaquie pourtant en avance à tous points de vue sur ses voisins, 2,6 % de la population au-dessus de 6 ans ne savait pas écrire).

Les statistiques publiées avant la guerre par les gouvernements des pays de l'Est européen démontrent que les lycées étaient réservés aux fils et aux filles des familles riches, c'est-à-dire aux privilégiés de l'ancien régime.

Notons enfin, qu'une partie importante des établissements scolaires — notamment les écoles primaires supérieures, les lycées et les collèges — étaient entre les mains de l'Eglise catholique, notamment en Hongrie et en Pologne.

En ce qui concerne les universités, il n'est pas sans intérêt de noter, que — selon les pays — 2-4 % des élèves étaient d'origine paysanne ou ouvrière.

Incontestablement, les anciens régimes ont élaboré certaines réformes pour améliorer le niveau de l'enseignement, pour assurer une éducation plus poussée à la jeunesse. Mais comme ces régimes — en général — n'avaient à **aucun moment** envisagé la **démocratisation** de la vie politique (à l'exception de la Tchécoslovaquie), les dirigeants se sont farouchement opposés à toute réforme profonde, laquelle leur était proposée par quelques politiciens courageux de gauche.

Le niveau des écoles primaires — base de l'éducation avant 1945 — était extrêmement bas. Dans chaque pays de l'Est européen, on élevait les jeunes dans un esprit de haine contre les nations voisines et conformément aux instructions gouvernementales, le corps enseignant faisait son possible pour empoisonner intellectuellement les jeunes en leur donnant une instruction réactionnaire, basée sur un faux patriotisme.

Les raisons de cette éducation ultra-nationaliste sont nombreuses, mais entr'autres évoquons seulement le Traité de Trianon.

En 1920, après la guerre perdue pour elle, la Hongrie fut obligée d'abandonner une grande partie de son territoire — peuplé de plusieurs nationalités — aux pays voisins, y compris certaines régions où l'immense majorité des habitants étaient des Hongrois. On comprendra, pourquoi l'activité des gouvernements réactionnaires hongrois entre les deux guerres était concentrée sur la révision et la modification des frontières, souvent tracées — en effet — arbitrairement.

Afin d'alerter l'opinion publique sur les injustices — plus ou moins incontestables — commises contre la Hongrie, le gouvernement entretenait une campagne de propagande contre tous les pays voisins, ne faisant pas de différence entre **le peuple** et la classe dirigeante. Dans les écoles, les élèves recevaient une « éducation patriotique », les prières quotidiennes étaient prononcées pour le rétablissement de l'ancienne « Grande-Patrie ».

En même temps, les dirigeants des pays voisins de la Hongrie — notamment la Roumanie, la Yougoslavie et surtout la Tchécoslovaquie — entreprirent une campagne permanente de propagande contre l'ensemble du peuple hongrois et plus particulièrement contre la minorité magyar habitant leur pays.

Si nous insistons peut-être un peu longuement sur cet aspect de la situation d'avant-guerre en Europe orientale, nous restons toujours dans le cadre de notre étude, car pendant 25 ans, l'éducation scolaire et l'activité des mouvements de la jeunesse en Europe orientale furent axées sur cette question des frontières et sur la révision ou le maintien du Traité de Trianon.

Les dirigeants réactionnaires de l'Europe orientale s'accusèrent mutuellement pendant un quart de siècle et pour chaque difficulté d'ordre économique à l'intérieur de leur pays, les voisins étaient responsables...

Chaque pays exaltait sa propre supériorité à l'égard des autres, traînant dans la boue les « sales Hongrois », les « sales Roumains », les « sales Bulgares » etc...

Dans cette haine soigneusement entretenue, les jeunes de l'Europe orientale furent utilisés et honteusement trompés par la classe des « possédants » qui dirigeait ces pays. Car, en réalité, derrière les querelles de frontières il y avait des problèmes beaucoup plus graves et beaucoup plus urgents. Les paysans et les ouvriers étaient exploités, les pays étaient économiquement sous-développés et tandis qu'une minorité profitait de la situation et absorbait pour mener sa vie parasitaire, une partie considérable du revenu national, l'immense majorité des peuples de l'Est vivait plus ou moins dans la misère.

Les droits politiques — théoriquement quelquefois reconnus — n'étaient pas respectés, les élections n'étant pas secrètes, les gouvernements pouvaient — grâce aux forces publiques — influencer à leur guise le résultat final. Les partis social-démocrate et agrariens existaient, mais ils subirent des brimades qui freinaient tout leur élan révolutionnaire.

* * *

CERTES, les enfants de la classe privilégiée — propriétaires des usines et des terres ou appartenant à l'oligarchie financière — reçurent une très bonne éducation : ils savaient surtout comment défendre leurs privilèges et par quels moyens efficaces empêcher les enfants des paysans, des ouvriers et même de la petite bourgeoisie d'accéder aux postes de commande.

Pendant la guerre, les enfants des classes privilégiées — comme d'ailleurs une partie considérable des jeunes, influencés par la propagande nationaliste — regardaient avec une certaine admiration les succès de l'Allemagne hitlérienne. Le « Fuhrer » savait admirablement bien exploiter la haine qui séparait les nations voisines de l'Est européen : pour envoyer les Hongrois contre l'U.R.S.S., il leur promit la Transylvanie, pour les Roumains, d'autres offres furent présentées — toujours sur le dos d'une nation voisine.

A la fin de la guerre, les dirigeants des nations orientales de plus en plus pro-allemands mobilisaient pour un « dernier sursaut » la jeunesse. Les jeunes de 14 à 16 ans furent enrôlés dans les bataillons de choc et tombèrent par milliers sous le feu de l'armée soviétique ou... fusillés par les fascistes comme déserteurs.

Tandis que les privilégiés des régimes réactionnaires quittaient en hâte le pays sous la protection des SS allemands — emportant avec eux tout ce qu'ils pouvaient — ils abandonnaient lâchement les jeunes mobilisés qui étaient massacrés sans merci ou tombaient en captivité soviétique.

Ces privilégiés des anciens régimes, qui ont une responsabilité très lourde devant l'Histoire, sont aujourd'hui les opposants les plus bruyants du régime communiste. Ce sont eux, qui osent réclamer la liberté pour les peuples asservis, ce sont eux, qui revendiquent — installés bien confortablement dans les pays occidentaux — les droits politiques pour les jeunes de la nouvelle génération, et les appellent à la résistance armée — à l'aventure — contre le régime totalitaire.

Ils devraient comprendre, que l'immense majorité de la nouvelle génération — qui lutte à sa façon : et nous verrons par quels moyens contre la russification — ne sera jamais à leur disposition.

Ils ne peuvent pas compter sur le fossé qui sépare les jeunes des peuples de l'Est européen, car ce fossé n'existe plus. Le chauvinisme est en voie de disparition, conséquence directe de la russification : les soucis, les problèmes, les espoirs et les succès sont communs à tous les pays de l'Est. Les querelles d'hier sont dépassées et aujourd'hui encore victimes d'un impérialisme étranger — l'URSS —, ces jeunes de la nouvelle génération ne veulent plus jamais devenir les instruments dociles d'une classe privilégiée ni d'un autre impérialisme.

CHAPITRE III

LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION
ESPOIRS ET DÉBOIRES DE LA LIBÉRATION

APRES la guerre sanglante, l'ensemble des peuples des pays de l'Est — à l'exception de quelques privilégiés des anciens régimes — exigeaient des réformes profondes dans la vie politique, économique et sociale. Mais pour ces peuples, ces réformes n'étaient pas destinées à contribuer à une russification de leur vie nationale et devaient permettre la démocratisation de la vie politique, l'amélioration du niveau de vie (par une répartition plus juste du revenu national) etc... etc...

Il faut préciser, que les premiers pas dans la voie d'une démocratisation furent faits par les partis non-communistes. Ces partis démocratiques — les socialistes, les agrariens, les libéraux etc. — espéraient qu'une fois l'occupation soviétique terminée, la voie serait entièrement libre à une évolution politique et économique. Les partis de gauche rêvaient de républiques libres et progressistes, pouvant jouer le rôle d'un pont entre l'Ouest et l'Est et dont l'indépendance serait respectée par toutes les grandes puissances, y compris l'URSS.

Une analyse simpliste et superficielle — préparée surtout par les éléments les plus réactionnaires des anciens régimes — veut démontrer, que dès 1945, une russification forcée fut imposée aux pays de l'Est et que les régimes plus ou moins démocratiques — qui se sont établis après la guerre — étaient dirigés par des collaborateurs à la solde des soviétiques. L'attitude de la jeunesse adolescente peut fournir le meilleur démenti à ces affirmations.

La majorité de la jeunesse des pays de l'Est a vu en 1945 une occasion de rompre définitivement avec le passé féodal et réactionnaire pour chercher la voie de la démocratie. Malgré les innombrables crimes et les atrocités commises par l'armée soviétique, malgré les horreurs d'une occupation militaire, les jeunes saluaient avec un certain espoir cette « libération » qui semblait être une **Libération par rapport au passé, mais qui par la suite devint une nouvelle oppression, plus cruelle et plus efficace que l'ancienne.**

Entre 1945 et 1948, les nouveaux régimes supprimaient les différences raciales et sociales des années hitlériennes et ouvraient largement la voie aux fils et filles des paysans et des ouvriers. L'enseignement fut démocratisé et les nombreuses Ecoles des Travailleurs accueillaient ceux et celles, qui, — sous l'ancien régime — étaient exclus de l'éducation, parce qu'ils n'appartenaient pas à la classe des privilégiés.

Nous pourrions citer une documentation impressionnante à propos de la démocratisation de l'enseignement en Europe orientale après la guerre, laquelle démocratisation n'était pas l'œuvre exclusive des communistes. Nous pourrions démontrer, comment les hommes de gauche, dans leur activité politique, ont tout fait pour multiplier les écoles, pour élever le niveau de vie des instituteurs, pour établir une législation sociale avancée et progressiste, protégeant les jeunes travailleurs des usines. Après la guerre — et répétons-le : malgré la présence de l'armée soviétique — les hommes de gauche luttaient avec enthousiasme pour l'avenir, car ils étaient sincèrement convaincus, qu'après le Traité de Paix, les grandes puissances occidentales obligeraient l'Union soviétique à respecter le Traité et à se retirer des pays occupés.

Ceux, qui pensent, qu'après la guerre, la jeunesse tchécoslovaque, polonaise, hongroise etc..., était contre le régime se trompent : l'immense majorité n'était pas hostile aux changements politiques, économiques et sociaux.

MAIS IL EST EXACT, que l'immense majorité était hostile — dès le début — à une russification, à une pénétration soviétique dans la vie nationale et par conséquent ; HOSTILE AU PARTI COMMUNISTE.

Bien entendu, le degrès d'hostilité n'était pas le même selon les pays. Pour en comprendre la raison, il suffit d'examiner les particularités des pays de l'Est :

La **Hongrie** et la **Roumanie** étaient pendant presque toute la durée de la guerre les alliés d'Hitler, tandis que la Tchécoslovaquie et la Pologne étaient « alliés » avec un gouvernement reconnu par tous les gouvernements alliés. En outre, la réaction d'un pays catholique — comme la **Hongrie** par exemple — était à priori plus hostile à l'Union soviétique, que la réaction d'un pays où dominait la religion orthodoxe. Naturellement, d'autres particularités existaient entre les pays de l'Est au point de vue national, le degré de l'industrialisation, le degré de l'analphabétisme etc. etc., jouant un rôle important dans l'attitude à l'égard de l'URSS et du communisme.

En faisant une synthèse rapide de ces pays, nous pouvons affirmer avec certitude que la jeunesse était dès 1945 farouchement hostile au communisme et à l'URSS, tout en se déclarant pour les réformes profondes d'ordre politique, économique et social. D'ailleurs l'opinion publique en général était du même avis que la jeunesse adolescente. Malheureusement, il n'était pas possible de procéder aux réformes profondes sans la participation du parti communiste (dont les dirigeants étaient « importés » de Moscou) et sans l'accord préalable des autorités soviétiques d'occupation ou sans l'avis favorable des conseillers politiques russes. Comme pour eux la démocratisation était uniquement un prétexte à pouvoir par la suite satelliser, puis russifier ces pays, cette démocratisation était d'avance **sabotée.**

La jeunesse des pays de l'Est — enthousiasmée par le début d'une démocratisation — ne suivit pas le parti communiste, mais plutôt les partis non-communistes ou les nouvelles associations non-politiques ayant un caractère démocratique. Il est typique, que l'attitude des jeunes — en ce qui concerne leur participation à la vie publique — était analogue à celle des femmes, qui, après 1945 — ne voulaient pas entrer dans les organisations contrôlées directement par le parti ou attachées officiellement au P.C. de leur pays.

Le nombre des jeunes dans la « section jeunesse » des partis communistes était insignifiant. Par contre, des dizaines de milliers

de jeunes — d'origine ouvrière et paysanne — entraient dans les nouvelles organisations de la jeunesse, plus ou moins contrôlées par plusieurs partis politiques, par les syndicats, mais pas par les communistes. Ces jeunes — dont les parents n'eurent jamais la possibilité de participer activement à une organisation démocratique légalement autorisée — regardaient les nouveaux régimes avec sympathie, lesquels favorisaient tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale.

Bien entendu, le Parti communiste dut changer sa tactique s'il ne voulait pas laisser complètement échapper la jeunesse qui se déclarait pour un nouveau régime, mais nullement pour un régime communiste. Pour commencer, les communistes annoncèrent dans plusieurs pays la suppression de leur « section de jeunesse », déclarant ainsi, que « la jeunesse ne doit pas participer à un parti politique quelconque, mais que tout d'abord elle doit apprendre les règles élémentaires de la démocratie ». (+) Notons, que la même tactique fut utilisée pour les organisations de femmes.

Dans chaque pays, une grande organisation — officiellement apolitique et dirigée en majorité par des non-communistes — devait rassembler la jeunesse.

Si la majorité des dirigeants de ces organisations de masses était composée de non-communistes, le secrétaire général — ainsi que les chefs des sections de propagande et d'agitation — appartenaient au Parti communiste.

L'activité de ces organisations de la jeunesse était au début strictement apolitique. Cependant, dès 1947, les cadres communistes déclanchèrent une campagne de propagande contre les organisations et partis non-communistes, selon un plan bien établi pour toute organisation de masse. Sous prétexte de lutter contre les éléments réactionnaires et néo-fascistes, l'organisation officiellement apolitique réussit à rassembler une partie considérable des jeunes. En comparant le nombre des membres de ces organisations de la jeunesse en 1946-1947 avec le nombre des jeunes actuellement actifs dans l'unique organisation autorisée, nous constatons

(+) Déclaration de Mathias Rákosi en Août 1945, de Gomulka en Décembre 1945, etc...

que dans chaque pays de l'Europe orientale, avant le début de la russification et l'établissement officiel des démocraties populaires, il était largement supérieur à celui d'aujourd'hui.

Cependant, à côté de l'organisation — indirectement « patronnée » par le Parti communiste — il existait encore plusieurs autres organisations de la jeunesse, ainsi que diverses associations contrôlées par l'Eglise, par les syndicats ou les scouts. Ils est caractéristique, que dès le début apparent de la russification, le nombre des jeunes participant à une organisation de masse était en diminution, malgré les pressions exercées sur les jeunes. Les dirigeants communistes, dans leurs discours prononcés devant les Congrès qui se sont déroulés depuis 1953 dans les pays de l'Est, ont reconnu — avec plus ou moins de sincérité — ces faits.

En 1947, parallèlement aux efforts des communistes pour renforcer leur influence politique et transformer les régimes républicains et démocratiques en régimes satellites, les organisations de la jeunesse devenaient de moins en moins populaires et fréquentées. Par la suite, les organisations non-communistes furent rapidement liquidées et à la fin de l'année 1948, seule l'organisation « apolitique » de la jeunesse restait autorisée par les nouveaux gouvernements, devenus à la suite des épurations successives de simples agents d'exécution des dirigeants moscovites.

Cette liquidation des organisations de la jeunesse non-communiste était accompagnée d'une « réforme » de l'enseignement et d'une vaste épuration du corps enseignant. La « réforme » de l'enseignement supprima progressivement les profonds changements des mois qui suivirent l'établissement des nouveaux régimes en 1945. Les dizaines de milliers de jeunes d'origine paysanne et ouvrière — au lieu d'apprendre la démocratie — commençaient à apprendre que le plus grand homme de tous les temps était Staline et que le stalinisme contenait les enseignements les plus riches (et les seuls valables) pour les jeunes adolescents.

Lorsqu'en 1949, les pays de l'Europe orientale se transformèrent « officiellement » en régimes dits de démocratie populaire, les espoirs qu'avait suscité la Libération de 1945 — malgré les horreurs qui l'accompagnèrent — s'effondraient.

Les jeunes gens, à peine sortis de l'exploitation des anciens régimes, à peine libérés du joug féodal et réactionnaire, se trouvaient de nouveau enchaînés, plus fortement que l'avaient été leurs aînés au cours de l'Histoire : un pays étranger, arrivé en libérateur se transformait rapidement en oppresseur, en tyran, s'imaginant que ses agents locaux, en s'appuyant sur les mitrailleuses de la police politique réussiraient à coloniser, à russifier la jeunesse adolescente.

Ils ont tout essayé et ils étaient persuadés de leur réussite.

CHAPITRE IV

"LA NOUVELLE GÉNÉRATION" AU SERVICE DES INTÉRÊTS SOVIETIQUES

DEPUIS 1949, les dirigeants communistes n'ont eu qu'un seul objectif concernant la jeunesse adolescente des pays de l'Est européen : **les élever pour la guerre et dans la guerre.** Avant les changements actuels de tactique — dont l'importance ne doit être ni sous ni surestimée — la nouvelle génération en pleine adolescence était une armée en guerre. Ils « luttaient » contre les « impérialistes », ils « attaquaient » les « ennemis » du régime dans une atmosphère de haine et de suspicion. La nouvelle méthode, celle de **la persuasion** poursuit les mêmes buts, et lorsque ce sera nécessaire on « persuadera » par la force.

En s'appuyant sur une phrase célèbre de Staline, qui écrivait dans le livre « Questions du léninisme » que « l'avenir est à celui qui tient la jeunesse en mains », les dirigeants communistes — inspirés par le génial père des peuples — voulaient **conquérir** la jeunesse adolescente. Comme cette jeunesse — dès 1945 — résistait à la bolchevisation, les démocraties populaires utilisèrent la contrainte.

Pour commencer, dans chaque pays de l'Est, l'unique organisation de la jeunesse fut transformée en annexe locale du Komsomol soviétique. La structure de ces organisations — certains changements actuellement en cours — correspond toujours exactement à l'organisation de la jeunesse communiste soviétique.

Les jeunes gens entrés à l'organisation unique après 1949 — soit par calcul, par conviction (la minorité) ou par contrainte (la majorité) — étaient soumis à un endoctrinement et à un abrutissement systématiques.

Les jeunes « militants » participaient aux écoles où on leur enseignait « la foi », admirablement bien définie dans les termes suivants par une décision publiée en 1951 par le Comité central du Parti communiste bulgare : « les organisations de la jeunesse doivent intensifier leur activité concernant l'éducation politique de leurs membres, assurer leur connaissance complète de la vie et de l'œuvre de Lénine, Staline et Dimitrov et les mettre régulièrement au courant des événements politiques et des succès remportés par l'URSS dans l'édification du communisme ». Bien entendu, le nom de feu Dimitrov était remplacé par celui de Rakosi (en Hongrie) par celui de feu Gottwald (en Tchécoslovaquie) etc. etc.

Toutes les résolutions des différents partis communistes de l'Europe orientale — publiées au cours de l'année 1951 — sont rédigées dans les mêmes termes. Il s'agit évidemment de l'exécution d'un plan central, élaboré à Moscou avec la collaboration des « techniciens » soviétiques.

Même les dates, auxquelles les résolutions ou les décrets concernant la jeunesse adolescente ont été publiés par la presse communiste, sont identiques. On peut facilement démontrer, que la russification de la jeunesse des pays de l'Est fut commencée **parallèlement** à la planification économique à long terme, destinée à renforcer l'Union Soviétique.

* * *

C'EST au cours de l'année 1951, que la pression sur la jeunesse adolescente est devenue la plus forte.

La propagande contre la « misère » des jeunes dans les pays « impérialistes-capitalistes » prit à cette date des dimensions incroyables, foisonnant de détails curieux et même comiques.

Cette même propagande déclancha une campagne hystérique contre la « bande fasciste de Tito » et pour appuyer cette campagne, dans tous les pays de l'Est européen, on révisa les livres d'histoire au cours de l'année scolaire 1951-52, uniquement pour y ajouter les adjectifs qualificatifs de plus en plus orduriers à l'égard du régime yougoslave, comparé à celui de Hitler.

Sous prétexte de renforcer la défense nationale des démocraties populaires — menacées par les « vipères lubriques » et les « rats visqueux » impérialistes — on créa une organisation para-militaire, où la jeunesse adolescente — à partir de 12 ans — participait aux concours de tirs et aux lancements de grenades, occupations hautement récréatives et surtout pacifiques.

Mais pour illustrer le degré de plus en plus élevé de la russification de cette jeunesse adolescente, il faut examiner le **système scolaire**, « re-réformé » après la prise du pouvoir par les communistes et « perfectionné » par les dirigeants moscovites.

Ce « perfectionnement » a atteint son apothéose au cours de l'année scolaire 1951-52. Les « réformes » de l'enseignement en Europe orientale après 1949 eurent pour objet essentiel la transformation de l'école en école russe de langue hongroise, roumaine, bulgare etc. Elle est l'application dans ce domaine particulier du grand principe de la nouvelle culture des pays des démocraties populaires, laquelle doit être « **nationale de forme mais socialiste de fond** ».

Nationale parce que l'on veut conserver — au moins provisoirement — l'emploi de la langue nationale des pays respectifs, mais cette langue ne doit servir qu'à l'expression d'idées soviétiques. Comme le but était — et nous employons volontairement l'imparfait, car ce but à échoué — que les pays de l'Est devraient se fondre un jour prochain dans l'Union soviétique, toute cette « dialectique communiste » établissait une succession d'équations plus ou moins explicitement formulées en toutes occasions. Une étude consacrée à la Roumanie — et publiée il y a trois ans — a très bien expliqué ce qu'on appelle par cette succession d'équations :

1. Roumanie (ou Hongrie, ou Pologne etc. = Patrie
2. Patrie = Peuple
3. Peuple = Socialisme
4. Socialisme = URSS
5. URSS = Russie

Donc, le meilleur moyen d'être Roumain (ou n'importe quel autre citoyen d'un pays des démocraties populaires) c'est de devenir Russe.

Le **symbole** de la Russie a été la personne de Staline, parce que « l'amour de la patrie est inséparable de l'amour du grand Staline, qui est le meilleur ami de nos peuples ». Ceux qui disaient le contraire, étaient bien entendu les ennemis du peuple et traités comme tels par une police politique toujours vigilante en démocraties populaires, agissant sur l'ordre d'un autre grand ami des pays de l'Est : le camarade Lavrenti Béria et ses agents locaux.

Nous pourrions remplir plusieurs cahiers d' « **Analyses et Synthèses** » avec les citations tirées des livres scolaires de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur qui parlent de Staline et qui reflètent l'atmosphère russe, dans laquelle les jeunes de l'Est européen étaient élevés, instruits et formés dès leur entrée à l'école maternelle jusqu'à leur sortie des Facultés. Notons seulement un aspect typique de cette adoration ridicule : lors de la célébration des anniversaires du grand Staline, des circulaires publiées par le Ministère de l'Instruction Publique des pays de l'Est ont énuméré les différentes façons de démontrer, comment on peut « dignement » célébrer le meilleur ami de la jeunesse...

Le culte de Staline — incarnation suprême de la Russie — aboutissait à des manifestations de mysticisme inconnues dans ces pays, même parmi les plus profondément religieux. Professeurs et élèves devaient se lever chaque fois que le nom de Staline était prononcé. On chantait en cœur des cantates à Staline sur des mélodies religieuses. On criait son nom ensemble en le scandant : toutes les organisations de la jeunesse devenaient semblables aux messes, avec monologues du prêtre, réponse, reprise en cœur par les fidèles et musique.

En ce qui concerne encore l'enseignement, il faut tout d'abord noter la présence effective des conseillers soviétiques au Ministère de l'Instruction publique qui était particulièrement chargé de révision et la « révision » des manuels scolaires et la direction de perfectionnement du corps professoral, toujours considéré comme politiquement peu sûr.

Dans les manuels, même l'abécédaire était d'inspiration russe et il nous semble inutile d'insister sur l'esprit qui caractérisait les livres d'histoire, car au cours du XXe Congrès du P.C. soviétique, les dirigeants actuels de l'URSS ont eux-même reconnus les nombreuses falsifications historiques. Malgré ces aveux et le fait qu'actuellement on révise de nouveau ces livres mais en s'approchant enfin plus près de la réalité, le fait demeure, que pendant au moins 5 ans, l'ensemble de la jeunesse a été condamnée aux livres mensongers, sectaires et dogmatiques qui n'avaient rien de commun avec la vérité ou avec les traditions de la culture nationale des pays respectifs.

Car, parallèlement à cette russification outrancière, à cette glorification de Staline et ses falsifications systématiques, la culture nationale et même la culture des pays occidentaux — qui furent pendant de longues années culturellement liées à l'Europe orientale — souffraient cruellement.

L'enseignement de la langue et de la littérature nationale devait aboutir à une apologie de la Russie et de sa politique, et très souvent les livres de morceaux choisis d'auteurs nationaux contenaient des extraits d'auteurs russes traduits dans la langue nationale.

La tâche des linguistes était d'étudier la langue nationale conformément aux principes staliniens.

Malgré les restrictions appliquées, l'enseignement des langues occidentales n'avait cessé. MAIS... cet enseignement était enseigné par les auteurs russes. Pour la langue française, on trouvait dans les manuels scolaires les discours de Staline, les articles théoriques de Zdanov mais aussi les œuvres des écrivains (célèbres et universellement estimés pour leur contribution à la littérature mondiale) comme Maurice Thorez ou André Stil. Les auteurs anglais s'appellaient — comme par hasard — Staline et Lénine, probablement parce que la littérature anglo-saxonne — comme d'ailleurs la française — est trop pauvre en esprits illuminés comparables au génial père des peuples et autres.

Inutile de préciser que les cours de géographie étaient destinés à glorifier l'Union Soviétique, l'enseignement scientifique —

dépouillé de tout « objectivisme » — célébrait la patrie de la science qui est bien entendu la Russie, où le génial Popov et ses compères inventaient tout, longtemps avant les savants et les techniciens occidentaux, lesquels vivent dans une misère effroyable...

***

L'ÉCOLE et l'organisation de la jeunesse doivent former les bons communistes et les partis encadrent idéologiquement les jeunes, plus particulièrement ceux d'origine paysanne et ouvrière, destinés à remplacer par la suite les dirigeants moscovites et continuer — toujours dans le même esprit sectaire et dogmatique — l'adoration de la Russie soviétique.

Naturellement l'endoctrinement idéologique occupe une partie considérable de la journée des jeunes gens. Ajoutons également, que l'éducation dans les organisations para-militaires nécessite plusieurs heures de participation par semaine.

Mais en dépit de ces occupations, ils leur reste encore du temps libre. Et le lecteur se souvient-il encore d'une phrase de Hitler, dont nous avons déjà parlé au début de notre étude et qui dit : « ...le régime doit tout faire pour remplir tous les moments de liberté des jeunes ».

Et les dirigeants communistes n'ont pas failli à cette tâche.

***

ON dit quelquefois que la démocratie populaire est un régime, où tout ce qui n'est pas interdit est obligatoire. Les jeunes adolescents ont pu méditer sur cet adage. Toute leur vie est « organisée ».

1. - Pour les loisirs (obligatoires) : l'organisation de la jeunesse, où la direction de l'établissement scolaire leur distribue des tickets pour les séances de cinéma, de théâtre, etc... Les élèves — ainsi que les jeunes ouvriers des usines — se rendent collectivement au cinéma et au théâtre. Bien entendu, le film projeté ou

la pièce de théâtre jouée sont d'origine russe. Entre 1951 et 1953, environ 80 à 90 % des films et des pièces de théâtres venaient de l'U.R.S.S. et plusieurs fois dans l'année une semaine spéciale était consacrée à la glorification de la culture soviétique. La participation aux activités culturelles est obligatoire et la presse critique souvent les jeunes qui s'abstiennent.

2. - Pour les vacances, aucune comparaison possible avec les vacances des jeunes dans un pays occidental. L'étudiant ou le jeune ouvrier doit se transformer — également — en travailleur bénévole. Ils passent deux à trois semaines sur les chantiers d'une « grande construction socialiste » ou participent aux travaux urgents d'une coopérative agricole. Après cette contribution — gratuite — à la construction du socialisme, ils disposent encore de deux semaines de « vraies » vacances ; en théories libres. L'Etat généreux finance un grand nombre de camps de vacances, où les jeunes peuvent faire du sport, mais où ils doivent aussi subir la corvée interminable des cours politiques. A ce propos, la presse communiste des pays de l'Est critique actuellement le nombre trop élevé des cours politiques dans ces camps et peut-être cette année, les jeunes auront plus de liberté que durant les années précédentes.

3. - Pour la religion, il ne s'agit pas évidemment d'un « loisir », mais pour pouvoir la pratiquer, il faût disposer du temps nécessaire : participation à la messe, au catéchisme, etc... **Théoriquement,** l'enseignement religieux — facultatif dans les écoles — est non seulement toléré mais libre. Mais les régimes luttent avec force contre la religion et pour empêcher les jeunes d'aller le dimanche à l'Eglise, on organise souvent à la même heure des manifestations sportives ou culturelles, où la participation est plus ou moins obligatoire. La lutte contre la religion continue malgré la tactique actuelle qui revêt un masque soi-disant libéral à l'égard des jeunes qui veulent participer à la messe ou à l'enseignement du catéchisme.

***

A la fin de l'année de 1952, l'embrigadement de la jeunesse adolescente des pays de l'Est a apparemment réussi et certaines déclarations « optimistes » des dirigeants communistes laissaient

prévoir, que dans quelques années « tous les jeunes seront sincèrement convaincus de la vérité et de la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline ». Ces dirigeants surestimaient certains succès relatifs d'orde politique et social accomplis grâce à la pression de l'U.R.S.S., mais d'autre part semblaient ignorer les difficultés qui apparaissaient dès la révision des plans économiques, c'est-à-dire dès le début de l'année 1952.

Ces difficultés d'ordre économique devinrent de plus en plus apparentes et le niveau de vie fut en baisse constante, ce qui déclencha un « mouvement d'humeur » peu favorable à l'égard des dirigeants, même parmi les membres du parti.

La russification de la jeunesse adolescente — cette nouvelle génération dont nous parlons — a échoué, parce que même les membres du Parti s'y sont opposés plus ou moins ouvertement.

***

POUR résister au régime, une partie de la jeunesse adolescente s'adonnait à l'alcoolisme et à la criminalité. Le nombre des jeunes étudiants et des jeunes ouvriers et paysans qu'on trouvait ivre-morts dans les villes et les villages atteignait un nombre inquiétant. D'autre part, la criminalité était en augmentation, surtout parmi les fils des fonctionnaires et dirigeants du parti qui, ayant le loisir de se complaire dans l'oisiveté se livraient à des actes criminels.

Ces phénomènes n'étaient pas isolés, mais dans chaque pays des démocraties populaires, la jeunesse traversait une crise profonde. La presse restait muette et avant 1953, on n'a jamais parlé de ces faits divers, ni de la résistance croissante de la nouvelle génération à l'égard des dirigeants. Quelquefois, on lisait par contre les lourdes condamnations prononcées contre les bandits « au service de Tito » ou des « impérialistes américains », bien que ces jeunes « bandits » n'aient été ni des espions, ni des saboteurs, seulement des révoltés d'un régime où régnaient la terreur de la police et l'injustice sociale.

La résistance accrue de la jeunesse adolescente avait une raison profonde : au cours de leur endoctrinement politique, dans les écoles, dans les organisations de la jeunesse ou ailleurs, ils entendaient des mots comme « liberté, démocratie, droits politiques », etc... Ils ont beaucoup lu et malgré la russification outrée — subie par l'ensemble de la jeunesse — ils découvraient que la liberté et la démocratie n'étaient pas celles que les moscovites représentaient comme telles. Ils voulaient apprendre davantage sur le monde, sur les jeunes qui y vivaient et qui y « souffraient sous le joug capitaliste ». Car, — étant donné les conditions économiques de plus en plus difficiles de leur pays — ils ne croyaient plus qu'une misère encore plus grande puisse exister dans le monde occidental. Et en écrivant « ils », nous pensons surtout aux jeunes communistes, des jeunes qui étaient à priori favorables au régime communiste, aux jeunes qui doivent tout à la démocratie populaire, aux jeunes paysans et ouvriers qui — à l'Université — étaient en train de terminer leurs études.

A la fin de l'année 1952, lorsque la guerre froide battait son plein, lorsque la tension internationale risquait de se transformer en troisième guerre mondiale, la nouvelle génération des pays de l'Est — et surtout la plus favorisée d'entr'elle — commençait une révolte silencieuse, en exerçant une pression croissante sur les dirigeants.

Nous ne savons pas, si Staline est mort assassiné ou non. De toute façon, sa disparition était nécessaire au déclenchement d'une lente libéralisation d'ordre politique, mais cette libéralisation était en tous cas inévitable, car la jeunesse adolescente des pays de l'Est — les successeurs désignés de l'équipe dirigeante — résistait à la russification, résistait au système communiste et s'opposait à la ligne politique des partis communistes des pays de l'Est.

CHAPITRE V

L'ATTITUDE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION A L'EGARD DU RÉGIME

Avant d'aborder dans un chapitre spécial la situation actuelle de la nouvelle génération « en face » de la nouvelle tactique soviétique, et avant d'exprimer à la lumière des dernières informations leurs problèmes et leurs revendications, une analyse profonde s'impose : quelle est l'attitude de cette nouvelle génération à l'égard du régime ?

Ce n'est que trop facile d'affirmer — comme le font certains émigrés ou même certains journalistes occidentaux — que « 99 % de la jeunesse adolescente est contre le régime ». La valeur de cette sentence catégorique est analogue à celle, qui déclare, « à l'exception d'une poignée de réactionnaires et d'ennemis de la classe ouvrière », la totalité de la nouvelle génération en Europe orientale se regroupe en rangs serrés derrière le Comité central du Parti communiste de leur pays.

A plusieurs occasions, nous avons écrit que si la nouvelle génération est hostile — presque sans exception — à la russification et farouchement hostile à un parti communiste dirigé par Moscou — cette nouvelle génération est non moins hostile et s'oppose à un retour en arrière, — lequel — sous prétexte de « libération » rétablirait l'ancien régime.

Pour comprendre l'état d'esprit de la jeunessee adolescente en Europe orientale, il faudrait examiner non seulement pays par pays, mais village par village et ville par ville l'attitude de cette nouvelle génération à l'égard du régime. Un travail sociologique —

car dans ce cas il s'agirait de sociologie — est impossible dans les conditions actuelles, où un tel examen ne serait pas toléré par le régime. Alors, pour essayer d'analyser le comportement de cette jeunesse, il faut recourir à la presse communiste, aux récits de réfugiés et aussi aux conversations entre jeunes exilés et jeunes des pays de l'Est, qui — pour la plupart en voyage officiel — visitent l'Occident. Bien entendu, notre analyse n'aura qu'une valeur **relative**, car la presse communiste, le récit souvent romancé de certains réfugiés et les conversations parfois marquées d'une méfiance réciproque ne nous permettent pas d'être absolument sûrs dans nos déclarations. De plus, les réactions de la jeunesse adolescente à l'égard du régime varient d'un pays à l'autre et ce fait est nettement prouvé par les réactions différentes en face du problème posé par le 20me Congrès du Parti communiste bolchevique, comme nous allons le voir par la suite.

Nous cherchons les traits **communs** et **caractéristiques** chez la jeunesse adolescente, traits qui existent dans chaque pays de l'Est.

***

Entre 1949 et 1953 — pour des raisons politiques, économiques et sociales — les régimes totalitaires d'Europe orientale espéraient accomplir la « dénationalisation » de la jeunesse. Cette « dénationalisation » — parallèlement à un endoctrinement idéologique — était en même temps un dépaysement. Depuis des centaines d'années — depuis les invasions étrangères comme celle des Turcs — une telle quantité de personnes n'avait pas changé de résidence. Et là il s'agissait surtout de jeunes. Les jeunes paysans quittaient la campagne pour s'installer dans les villes ou plus exactement dans les Lycées et les Facultés, avant de devenir officiers de l'armée, professeurs de l'enseignement, etc... Des dizaines de milliers de jeunes ouvriers — après avoir hâtivement terminé leurs études — furent envoyés dans l'Administration, dans l'armée et dans les coopératives agricoles comme directeurs ou responsables des stations de machines agricoles. A leur place, les usines furent « remplies » par les enfants de l'ancienne grande et petite bourgeoisie entravés dans la continuation de leurs études par un

« numerus clausus » dont nous parlions déjà dans un chapitre précédent.

On ne connait pas le chiffre exact de jeunes quittant la campagne, quittant l'usine ou quittant l'école, comme on ignore le nombre exact de jeunes entre 20-30 ans (la nouvelle génération), qui actuellement participe activement à la vie publique, où ils forment presque la totalité des cadres moyens de l'Administration et de l'armée (ainsi que de la police), et souvent, les jeunes de 25 ans sont déjà placés à des postes de commandes.

Ce « mélange », où comme disent les anglo-saxons, ce « mix-up » de la jeunesse adolescente des pays de l'Est n'a pas contribué à leur « dépaysement ». Bien au contraire, les jeunes paysans et ouvriers gardent toujours le contact avec leur classe d'origine. Cependant, on est généralement d'accord sur le fait, que les jeunes « mélangés » traversent une transformation profonde. Mais cette transformation ne s'effectue pas selon les désirs des dirigeants communistes. Le mélange des jeunes leur a permis un rapprochement entre eux et la connaissance réciproque de leurs problèmes. Avant la guerre, les classes sociales n'étaient que rarement en contact étroit entre elles, surtout en ce qui concerne bien entendu les privilégiés et la bourgeoisie d'une part, les paysans et les ouvriers de l'autre. Aujourd'hui, après onze ans de transformations dans la structure sociale des pays de l'Est, les classes sociales — bien qu'existant toujours — ne sont plus isolées. Et dans la suppression de l'isolement des classes, le rôle dirigeant fut joué par la jeunesse.

***

En examinant l'attitude de la jeunesse adolescente à l'égard du régime, nous ne faisons pas une analyse basée sur l'attitude d'une seule classe, car en Juillet 1956, il est beaucoup plus réaliste d'examiner les **tendances** communes des classes différentes plutôt que de prendre une certaine classe sociale — celles-ci — étant fortement divisées à l'égard du régime pour des raisons que nous essaierons d'analyser.

A notre avis, plusieurs tendances peuvent être distinguées parmi la jeunesse adolescente d'Europe orientale. Ces tendances correspondent d'ailleurs aux tendances de l'opinion publique.

Par une analyse, — qui n'a, répétons-le de nouveau, qu'une valeur relative — nous avons divisé la jeunesse adolescente des pays sous le joug communiste en différentes tendances visibles.

Nous avons déjà dit, que la majorité des jeunes attend avec un immense espoir la possibilité de s'exprimer plus ouvertement. Il y a les fanatiques communistes parmi la nouvelle génération, fanatiques ressemblant en tous points aux S.S. de l'Allemagne hitlérienne. Ces fanatiques — dont le nombre est peu élevé — sont ceux qui appliquent aveuglément les directives du parti. Dans chaque démocratie populaire, le dictateur du pays — que ce soit Tchervenkov, Gottwald, Rakosi ou un autre — a « groupé » depuis 1945 autour de sa personne une petite troupe de fidèles, un garde du corps « idéologique ». Ce clan est composé aussi de jeunes. Pour en comprendre la raison, il faut se rappeler, que dans les pays actuellement sous domination soviétique, le Parti communiste était pratiquement inconnu avant la guerre et son influence insignifiante. A partir de 1945, lorsque les dirigeants communistes importés de Moscou cherchèrent des cadres moyens, un certain nombre de jeunes — attirés par ce que nous avons appelé plus haut « l'attrait d'un régime fort » — se rangèrent du côté des dirigeants moscovites et leur est resté aveuglément fidèle. Il ne faut pas les confondre avec les jeunes opportunistes des régimes totalitaires, dont nous parlerons tout à l'heure. Ces fanatiques — pour la plupart d'origine modeste — n'avaient que haine pour l'ancien régime et leur seul but était une revanche impitoyable contre les anciens privilégiés. Ces jeunes fanatiques — qui n'avaient jamais reçu de formation idéologique et souvent pas même une formation scolaire — ceci imputable à l'ancien régime — furent envoyés par les dirigeants communistes à Moscou. Là, dans les écoles spécialisées, ils firent des stages et dès leur retour devinrent les collaborateurs immédiats des dictateurs communistes. Ces jeunes collaborateurs immédiats et leur attitude présente montrent qu'en face de la tactique actuelle, ils sont assez désorientés. Ces jeunes collaborateurs étaient plus particulièrement chargés dès leur retour de

Moscou de la communisation des organisations de la jeunesse. Certains parmi eux sont maintenant éliminés en raison de leurs abus excessifs. Cependant, dans certains pays — notamment en Albanie, en Roumanie et en Hongrie — ils jouent toujours un rôle important dans l'élaboration d'une politique impopulaire et contrôlent plus ou moins les organisations de la jeunesse. Leur sort dépend de la façon dont ils appliqueront les nouvelles directives qui doivent revêtir beaucoup plus de souplesse afin d'essayer d'amener à la confiance, une jeunesse qui s'avère récalcitrante.

***

Chaque régime a ses profiteurs et le régime totalitaire communiste n'y échappe pas quoiqu'il ait pu être dit. La presse communiste des pays de l'Est confirme — elle aussi — l'existence d'une jeune aristocratie nouvelle : les « fils à papa » des soi-disant démocraties populaires. (Dirigeants et fonctionnaires du P.C.) La plupart de ces jeunes sont bien entendu des étudiants, bien qu'il semble que peu d'entre eux prennent leurs études au sérieux. Ces jeunes de la « nouvelle aristocratie » réussissent à rester dans les villes au lieu d'être envoyés après leurs études dans les campagnes ou les régions industrielles éloignées de la capitale. Dans les villes — grâce aux « relations » de leurs parents — ils obtiennent des sinécures ou simplement mènent une existence oisive. Pour ces fils ou filles de la nouvelle classe privilégiée, l'instruction est devenue une prérogative, un signe de prestige, plutôt qu'un moyen de gagner sa vie et d'être utile à la société. L'alcoolisme et la criminalité sévissent particulièrement dans les rangs de cette jeunesse dorée, **bien qu'il s'agisse là d'un malaise général, affectant toutes les couches de la population.**

Ces jeunes fils à papa sont surtout d'origine ouvrière et dans une moindre mesure, d'origine paysanne. On y trouve aussi quelques enfants de la petite bourgeoisie, mais plus rarement.

Le nombre au total de cette « jeunesse dorée » est en réalité légèrement supérieur à celui des fanatiques, donc, il ne s'agit encore que d'une minorité.

Leur attitude à l'égard du régime est évidemment favorable. Si un jour l'évolution politique amenait certains changements défavorisant leurs parents, ces jeunes profiteurs des conditions actuelles essaieraient de se rapprocher des nouveaux dirigeants ; comme les fanatiques, ces jeunes opportunistes s'adapteront à toute nouvelle ligne des partis communistes, dès qu'un changement quelconque deviendra apparent, à condition qu'on leur en laisse la possibilité. Aujourd'hui encore profiteurs du régime, ils veulent le demeurer dans l'avenir, quel que soit le sens de l'évolution. Il est clair, qu'aucun régime ne peut compter sur la fidélité de cette jeunesse dorée ; par contre, n'importe quel régime — que ce soit un régime communiste ou un régime fasciste — peut les acheter, en donnant des postes importants aux parents.

Parmi les tendances qu'on croit distinguer parmi la nouvelle génération dans les pays sous le joug soviétique, il semble qu'une de ces tendances peut avoir un caractère de classe sociale assez bien déterminé. Cette classe sociale — plus particulièrement nombreuse en Pologne, en Roumanie et en Hongrie — est composée de jeunes paysans, qui restèrent dans les campagnes, tandis qu'une partie de ces jeunes émigrait vers les grandes villes pour y faire ses études.

Malgré le mélange de la jeunesse — dont nous avons parlé plus haut — une grande partie des jeunes paysans n'a jamais quitté la campagne et demeure toujours dans le cadre de ses ancêtres. Ils restent avec leur famille, ils restent aussi sous l'influence de l'Eglise, notamment dans les pays profondément catholiques tels que la Pologne, la Hongrie.

La majorité de ces jeunes paysans est neutre à l'égard du régime, mais cette neutralité ne signifie nullement qu'ils sont satisfaits de la situation existante.

Pour comprendre cette « neutralité », il faudrait examiner la situation économique des campagnes par rapport à la situation d'avant-guerre.

On sait, qu'avant la guerre, les campagnes d'Europe orientale — surpeuplées et sous-développées — n'assuraient qu'un revenu insuffisant aux masses paysannes. Le niveau de vie y était en-

core plus bas que dans les villes. En 1945, une partie de la paysannerie obtenait des terres. On comprend donc, qu'à priori au début, la paysannerie accueillit avec sympathie les nouveaux régimes qui s'installèrent à la place des régimes autoritaires. Mais on sait aussi, que par la suite, le début d'une collectivisation forcée, les contraintes employées par les communistes, transformèrent cette sympathie naissante en hostilité. Hosilité sur le plan politique et sur le plan purement économique : le niveau de vie actuel des paysans en Europe orientale — et de nombreuses études sont là pour le prouver — reste pratiquement inchangé par rapport à la situation d'avant-guerre.

Toute déduction faite, on comprend l'attitude des jeunes paysans. Ils voient les efforts faits en vue d'une russification, à laquelle les paysans de l'Est étaient et restent farouchement hostiles.

Pour lutter contre cette russification, ils se réfugient sous les ailes accueillantes de l'Eglise. Il est intéressant de noter, que dans les campagnes de l'Est, une partie de la jeunesse paysanne, même membres actifs de l'organisation unique de la jeunesse fréquentent l'Eglise. L'influence de l'Eglise catholique demeure très importante et ce n'est pas par hasard, que l'échec de la russification est incontestablement plus fort parmi les jeunes paysans que parmi les jeunes ouvriers ou les jeunes étudiants, même s'ils sont d'origine « populaire ».

Ces jeunes paysans sont généralement peu cultivés et leurs notions politiques et économiques restent élémentaires. Cependant, par rapport au passé, l'analphabétisme a pratiquement disparu dans les campagnes. D'autre part, le fait que les jeunes paysans envoyés dans les villes pour y étudier restent en relation avec leur famille, ils exercent une certaine influence sur l'évolution de l'état d'esprit de ceux restés au « pays ».

Parmi la jeunesse adolescente, ces jeunes paysans sont les plus nombreux. De ce fait, ils pèsent le plus lourd sur les décisions des gouvernements communistes et plus particulièrement depuis quelque temps. Ce sont eux — bien entendu avec leurs parents — qui constituent ce qu'on aime appeler la « base », et dans les condi-

tions actuelles, ils sont suffisamment forts pour empêcher le Parti de mener une politique anti-paysanne. Bien sûr, le Parti est en mesure de lancer une grande campagne en faveur de la collectivisation, mais l'exécution de cette campagne est compromise par l'attitude ferme des jeunes paysans. On se rappelle peut-être, qu'en 1949 — lorsque la planification à long terme fut décidée en Europe orientale — les partis communistes étaient tous persuadés que la collectivisation totale de l'agriculture des pays de l'Est n'interviendrait pas plus tard qu'en 1957. Actuellement, la collectivisation s'est ralentie (sauf en Bulgarie), la modification de la politique agricole est en cours et ces modifications sont — entre autres raisons — motivées par l'attitude de jeunes paysans.

Par contre, les jeunes — farouchement hostiles — non seulement à la russification, mais aussi aux régimes qui se sont installés de force en Europe orientale après 1945 — sont minoritaires. Il existe plusieurs raisons pour être hostile au régime actuel, mais parmi celles-ci figure évidemment le fait d'avoir été dépouillé de la fortune qu'on a possédé avant 1945.

Ces jeunes — farouchement hostiles — appartiennent en partie aux anciennes classes privilégiées et ces jeunes restent aujourd'hui encore les ennemis de toute transformation intervenue depuis 1945, que ce soit des réformes nécessaires depuis longtemps ou la russification. Ces jeunes se considèrent comme les meilleurs antagonistes du régime communiste. Bien qu'on comprenne leur amertume devant la perte de la fortune familiale, en réalité, leur « résistance » est une résistance forcément négative.

De même, l'opposition au régime de ceux qu'on dénomme les « bikinis », les « zazous », les « jampec », etc... doit être considérée en dernière analyse comme une résistance négative, bien que ces derniers ne soient pas nécessairement des enfants d'ex-privilégiés, dépossédés. Parmi les « bikinis », parmi ceux qui s'habillent d'une façon excentrique croyant imiter la jeunesse occidentale (laquelle ne s'habille pas du tout de cette façon) se trouvent aussi beaucoup de jeunes ouvriers, qui considèrent que par ces « signes extérieurs », ils démontrent leur « sympathie et leur attachement à l'Occident ».

C'est parmi ces zazous qu'on trouve aussi une bonne partie de la jeunesse délinquante. Plus haut, nous parlions déjà de la nouvelle aristocratie, parmi laquelle on relève de nombreux alcooliques. Mais les brigandages, les vols et les crimes ont souvent comme auteurs ces « résistants », dont la résistance est anarchique. Bien entendu, le désespoir, les conditions économiques défavorables — présentées par le Parti communiste comme une austérité vertueusement démocratique — sont autant de circonstances atténuantes pour ces jeunes.

Mais ces farouchement hostiles au régime communiste ne représentent qu'une minorité. Leur hostilité n'a rien de positif, ils ne savent pas ce qu'ils veulent, seulement ce qu'ils ne veulent plus.

Nous examinerons pour conclure, une autre tendance de la jeunesse adolescente qui a son importance dans la vie politique, économique et sociale des pays sous domination communiste.

Avant la deuxième guerre mondiale, un nationaliste d'un pays d'Europe orientale était plus souvent un chauvin qu'un patriote. Nous avons déjà expliqué plus haut, que le régime communiste — pour faciliter la russification des pays de l'Est — a pratiquement éliminé le chauvinisme. Par contre, au cours des dernières années, un nationalisme d'un type nouveau est né en Europe subjuguée.

Une partie considérable de la jeunesse des pays de l'Est appartient à cette catégorie des nationalistes d'un type nouveau. Ils ne forment pas un groupe cohérent et contrairement à la paysannerie, ils n'ont aucun caractère de classe. On trouve les nationalistes parmi toutes les couches de la jeunesse adolescente. Il est cependant exact, que parmi les nationalistes se trouvent tout d'abord et surtout, les jeunes intellectuels d'origine paysanne et ouvrière, lesquels doivent tout au régime, qui leur a donné les moyens nécessaires d'étudier et de s'élever socialement.

Ces nationalistes d'un type nouveau sont souvent membres du Parti communiste, mais leur appartenance au Parti ne les empêche pas de protester contre les efforts de russification, la planification outrée, etc... etc...

Incontestablement, ces nationalistes d'un type nouveau sont hostiles à un quelconque retour en arrière. Ils acceptent la réforme

agraire, la nationalisation de l'industrie, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc... Ces jeunes — qui forment actuellement les cadres moyens et même une partie considérable des cadres supérieurs des régimes — exercent une influence croissante sur la direction des partis communistes. En effet, on assiste actuellement — depuis le XXe Congrès du P.C. soviétique — à une crise intérieure au sein des partis communistes. Cette crise — ayant plusieurs raisons — est aussi motivée par ce « changement » de génération en Europe orientale qui est de plus en plus visible.

Nous devons souligner que parmi ces nationalistes se trouvent non seulement les membres du Parti communiste, mais aussi beaucoup de jeunes qui ne sont pas militants. La question se pose, dans quelle mesure ces jeunes se différencient-ils de ceux qui s'opposent au régime ou dans quelle mesure leur comportement diffère-t-il de celui de la jeunesse paysanne ?

La jeunesse paysanne — quoique partisante d'un régime progressiste — veut une amélioration économique. Ses revendications ne sont pas des revendications concrètes, ce qui est compréhensible, n'ayant pas reçu la même éducation que la plupart de ces jeunes nationalistes communistes ou non.

Dans le prochain chapitre nous examinerons les aspirations de la jeunesse d'Europe orientale et nous soulignerons qu'elles viennent nécessairement de ces jeunes nationalistes politiquement évolués, qu'ils soient membres du parti communiste ou non.

CHAPITRE VI

LES PROBLÈMES ET LES REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE

La nouvelle tactique communiste a été, et est toujours ressentie par les communistes des pays sous domination communiste, comme un tremblement de terre. Mais si elle a troublé la quiétude des bureaucrates, si elle a soulagé la conscience malheureuse de nombreux communistes mécontents, elle a jeté le désarroi parmi les jeunes, y compris les jeunes nationalistes. En ce qui concerne les fanatiques des régimes totalitaires d'Europe subjuguée, on peut affirmer que toutes leurs croyances et certitudes sont actuellement soumises à rude épreuve, ainsi que leur subordination aux dirigeants du Parti et de l'Etat.

Incontestablement, la jeunesse des pays de l'Est traverse une crise de conscience.

***

Lorsque, dans un chapitre précédent, nous examinions brièvement cette « jeunesse nationaliste d'un type nouveau », nous soulignions que parmi eux on trouve des communistes. Ceux-ci, bien que depuis plusieurs années en désaccord avec la ligne stalinienne, accusent maintenant une déception totale, avec une force et une crudité particulière, ainsi qu'en témoigne la presse des pays de l'Est et plus particulièrement celle de Pologne.

Soulignons que le désaccord des jeunes nationalistes (et membres du P.C.) était un désaccord partiel et qu'avant le 20e congrès de Moscou, ils étaient convaincus que le parti communiste a plus

souvent raison que tort. Or, à l'heure actuelle, le contraire se produit : chaque jour on trouve des autocritiques, des confessions, des « rapports secrets » révèlent un autre aspect des années staliniennes, détruisant ainsi un mythe de plus. On assiste peu à peu au déboulonnage des idoles, attitude qui frappe au cœur cette jeunesse. Certes, leur confiance fut déjà secouée après la mort de Staline, et depuis, ces jeunes « nationalistes » critiquent de plus en plus les dirigeants. Mais leur révolte, verbale encore aujourd'hui, mais tout de même définitivement sortie des profondeurs de la conscience nationale, secoue les pays. **Et la révolte est puissante parce que les révoltés, qu'ils soient membres du parti communiste ou non, sont les éléments actifs de la jeunesse.**

Si on examine les derniers numéros des journaux communistes des pays de l'Est, nous découvrons que la mise en place de la nouvelle tactique est accompagnée dans chacun des pays sous le joug communiste, d'une convocation du comité central des organisations de la jeunesse.

Dans les rapports présentés par plusieurs pays (qui ont tous des analogies étonnantes) on déplore :

— que « les jeunes gens désertent les organisations de la jeunesse et abandonnent les cours idéologiques ».

— « qu'une partie de cette jeunesse influencée par une propagande hostile au régime, manifeste une attitude « subversive » sous prétexte de nationalisme », etc... etc...

Et si le degré de révolte diffère d'un pays à l'autre, les symptômes sont les mêmes en **Pologne**, en **Tchécoslovaquie**, en **Hongrie** ou ailleurs.

Incontestablement, la crise de conscience qui secoue l'ensemble des jeunes frappe-t-elle le plus durement les nationalistes. Mais ce sont eux également qui présentent les revendications les plus concrètes comme ce fut le cas au cours des récentes manifestations de Prague où des étudiants protestèrent violemment ainsi qu'à Bucarest, contre l'enseignement du marxisme-léninisme.

***

Ces jeunes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie de Hongrie ou d'ailleurs, dont nous avons parlé, quelles sont donc les

revendications, quels sont leurs problèmes et quel est le but de leur révolte qui inquiète de plus en plus les dirigeants des partis communistes d'Europe orientale ?

***

Il s'agit tout d'abord d'un problème psychologique : celui des jeunes qui ont cru en Staline qui sont maintenant profondément déçus. Bien que le nombre de ces jeunes ne soit pas élevé, leur cas mérite d'être examiné. Parmi les articles de presse consacrés à ce sujet, nous avons choisi deux lettres publiées en Mai 1956 par la « Culture Nouvelle » hebdomadaire culturel polonais.

Dans la première, un jeune homme parle avec amertume de ces années d'arbitraire qu'étaient les dernières années de la vie de Staline, « années terribles ».

« Partout l'ennui, bouches murées, cris scandés. On a voulu me faire croire à tant de choses, et j'étais obligé d'acquiescer en silence, parce que je ne suis qu'un homme sans force, sans armée, sans police. Et pourtant, j'avais mes yeux, ma raison, ma mémoire ».

On pourrait peut-être dire que celui-ci n'a jamais cru sincèrement au communisme et que la condamnation du culte de la personnalité n'a fait que confirmer ses doutes.

Tel n'est pas le cas d'un jeune polonais qui lui — dans la seconde lettre — exprime son désenchantement. Il s'agit d'un élève de l'école polytechnique de Varsovie, qui raconte avec plus de détails, son évolution idéologique. Il avait six ans en 1944. Il était fier de son aîné tué pendant l'insurrection de Varsovie. Mais quand il est allé à l'école, l'Armée de l'Intérieur, dont faisait partie son frère, était traînée dans la boue et on lui a appris que son frère était mort pour « une cause ignoble ». A dix ans, écrit-il, je suis arrivé à la conclusion que le mot Patrie ne signifie rien, puisqu'il n'y avait pas une patrie, mais plusieurs, celle des parents, celle de l'école.

On lui a expliqué à l'école que Dieu n'existe pas. Et après de longues nuits sans sommeil, après des prières sans résultat, il a cessé de croire à l'âge de quinze ans. C'est alors qu'un jeune fanatique lui a inculqué la foi dans le monde communiste. « J'ai lutté à la

maison, à l'école, discuté, essayé de convaincre. J'avais une confiance totale dans l'idée de ses exécutants. »

Par la suite, il a appris l'existence d'injustes arrestations. Il s'indignait contre le luxe des magasins réservés aux fonctionnaires bien payés, alors que le prolétariat vivait dans la misère. « Je sentais, écrit-il, au journal de Varsovie, que le pire approchait « le doute ».

Il sait que le parti est toujours dirigé par les communistes, malgré des changements apparents.

***

Le problème « psychologique » est très important, mais il n'est pas le seul qui préoccupe la jeunesse. Nous pourrions peut-être dire que le côté psychologique de la nouvelle tactique soviétique préoccupe l'ensemble de la jeunesse, tandis que certains autres problèmes touchent une partie seulement.

Parmi ces problèmes partiels, notons celui qui existe entre les jeunes travailleurs et leurs aînés qui se méfient des stakhanovistes, des travailleurs de choc et autres « héros du travail ».

Depuis la planification outrée, les normes sont établies arbitrairement. On connaît le procédé employé par les planificateurs communistes : dans une usine par exemple, un jeune ouvrier en bonne santé réussit à dépasser la « norme ». Aussitôt, les responsables syndicalistes (sic) démontrent que les normes existant, sont « archaïques et démodées » et demandent une révision dans l'intérêt des travailleurs ». Leur « demande » est naturellement « acceptée » et des normes nouvelles, plus élevées sont introduites. Pour les travailleurs aînés — surtout ceux au dessus de 40 ans — l'accomplissement de ces normes sans cesse augmentées est quasi impossible. Mais pour les responsables syndicalistes, « l'attitude des ouvriers n'est que sabotage, résistance, etc... » Cette «attitude» est sévèrement sanctionnée selon la loi sur la discipline du travail.

Bien entendu, une partie des ouvriers aînés accusent les jeunes d'être responsables de ces normes trop élevées. Dans certaines usines on a enregistré une tension temporaire entre jeunes et vieux, qui ne s'amenuise que lorsque les jeunes fraîchement débarqués

dans ces usines, ont eux-mêmes compris que les normes ne subissent jamais de courbes descendantes, mais toujours ascendantes.

Cependant dans le plus grand nombre des usines, les ouvriers s'entendent parfaitement entre eux. Ils savent que leurs problèmes sont communs et qu'ils n'ont aucun intérêt à lutter les uns contre les autres, puisqu'ils sont victimes de la même exploitation.

Encore un autre problème majeur est celui de certains étudiants, qui, en terminant leurs études, ne trouvant pas de débouchés dans l'administration, sont obligés d'entrer dans l'industrie ou dans les coopératives agricoles.

Ce problème est nouveau. En effet, depuis plusieurs années, les étudiants, après avoir quitté les Facultés ou même les lycées trouvaient rapidement un emploi dans l'administration. Mais le nombre particulièrement des bureaucrates a obligé les gouvernements communistes à réduire la quantité des fonctionnaires d'Etat. Ainsi, une partie de la jeunesse étudiante est versée depuis 1954 dans l'industrie. Le mot d'ordre a été lancé : « après le bac, dans l'industrie ».

Mais la plupart d'entre eux brusquement « reconvertis » n'ont aucune formation technique. Par contre, ils possèdent une formation intellectuelle assez avancée. Ces jeunes sont presque sans exception de ceux qu'on appelle les « nationalistes » et par leur présence dans les usines, ils y « contagionnent » les jeunes ouvriers...

Il est évident, que sans une transformation radicale du système scolaire, sans l'extension considérable de l'enseignement technique, ces étudiants-ouvriers ne pourront pas accomplir un bon travail et leur mécontentement grandira.

CHAPITRE VII

L'ABOLITION DU "CULTE DE LA PERSONNALITÉ" NOUVELLE TACTIQUE POUR CONQUÉRIR LA JEUNESSE

POUR appliquer les directives précises fixées par le XX° congrès du parti communiste soviétique, il faut à tout prix conquérir la jeunesse et particulièrement ceux de 20 à 30 ans. La solidité du régime communiste dans les pays que l'U.R.S.S. a colonisés, en dépend.

C'est précisément parmi ces jeunes qu'on doit trouver tous les futurs cadres. La plupart d'entre eux ont suivi les cours d'éducation politique. Les plus aptes, les plus souples et les plus intelligents, ont fréquenté les écoles supérieures du parti et reçu un enseignement politique très poussé, leur permettant maintenant de prendre en mains les postes sensibles dans le domaine économique et organisationnel.

Afin de mener à bien les ordres reçus (conquête des marchés internationaux, tentative de mainmise communiste — par tous les moyens — sur les pays démocratiques clés) il faut toujours cette poigne de fer, sur laquelle M. Khrouchtchev a passé actuellement un gant de velours. C'est là que doit intervenir cette nouvelle génération qu'on espère mûre pour mener à bien les plans démesurés des maîtres du Kremlin.

Les années staliniennes qui ont formé ces jeunes possédant maintenant l'âge de la « raison communiste », en ont fait des hommes impitoyables, pour eux et encore plus pour leurs semblables. Ce sont ces jeunes hommes que l'on va hisser maintenant au pouvoir.

Ces jeunes auxquels on a inculqué, jusqu'au fanatisme, la destruction de la conscience individuelle, à qui on a enseigné TOUS LES MOYENS — la force, le mensonge, la souplesse, l'emploi de la vérité lorsque c'est nécessaire — n'admettent pas la CAPITULATION DE L'IDEE. La première tâche à réaliser, c'est de conquérir l'ensemble de cette nouvelle génération. On essaye d'abord la manière souple. Cette tactique qui n'est qu'un assouplissement des méthodes qui ont fait leurs preuves, est appelée faussement en Occident « déstalinisation ». On va même jusqu'à employer le mot « libéralisation ». En réalité, il n'y a ni « libéralisation », ni « déstalinisation », il n'y a qu'un changement radical de tactique, que M. Khrouchtchev est chargé d'appliquer. Il ne faut pas perdre de vue que les régimes communistes se trouvent en face de cette jeunesse devenue adulte et devant laquelle s'ouvre un long avenir. Parmi ces jeunes, seule une petite minorité est capable de prendre certains leviers de commande dans un régime communiste. Quels sont ceux qui vont briguer ces postes ? D'abord ceux qui ont brillamment passé tous les examens des écoles du parti communiste. Ce seront eux qui se mettront sur les rangs pour occuper les postes les plus élevés dans la hiérarchie communiste. Ils doivent donc être « dignes », non pas de la culture « stalinienne » qu'ils ont reçue, car ils ne la considèrent pas de ce point de vue, mais de l'enseignement « léniniste-marxiste » dont ils ont le devoir et l'obligation de tirer profit.

Pourtant, en face de cette minorité, qui disposera comme ses prédécesseurs, de tous les rouages qui permettent de tenir un peuple en servage, il y a l'immense majorité des jeunes du même âge, qui sont déjà intégrés dans la production. C'est là que doit intervenir « la nouvelle tactique » appelée RETOUR AU LENINISME. Nous avons le devoir de souligner ici que Lénine n'a jamais été un DOUX, mais qu'au contraire c'est lui qui a préconisé l'emploi de la meilleure méthode au moment donné, selon la situation en présence.

***

La réaction de la jeunesse devant la nouvelle tactique, prouve qu'il ne s'agit pas, et de loin, d'une victoire du parti communiste.

Un grand spécialiste des questions des pays de l'Est a clairement expliqué : « pour qu'il en soit ainsi (« une victoire durable »)

il ne suffit pas que le régime soit obéi et craint. Il devrait s'établir durablement dans la conscience populaire, être accepté sans réticences avec une adhésion totale ». Or, l'attitude de la nouvelle génération prouve que ce but n'a pas été atteint.

Parmi les aspects du régime actuel que la majorité de l'opinion publique — et surtout cette nouvelle génération — rejette catégoriquement, les plus importants sont :

1. — L'IMMIXTION SOVIETIQUE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU PAYS.

—Au cours des manifestations d'étudiants tchèques à Pilsen, à Olomouc, à Bratislava, à Nitra, à Kosice, à Bansca — on réclamait l'abolition de l'hymne soviétique dans les cérémonies officielles. En Hongrie, les pétitions circulent à l'intérieur du parti communiste réclamant le retrait immédiat des Conseillers soviétiques qui se sont installés dans certains ministères, etc... etc...

2. — LA DICTATURE D'UN PARTI ET LE REGIME POLICIER SUR LEQUEL IL REPOSE.

On réclame la suppression de la préparation para-militaire, l'interdiction d'être recrutés en « brigades de travail », la dépolitisation des organisations, etc...

3. — LES TENDANCES ANTIRELIGIEUSES

Bien que l'immense majorité de la jeunesse accepte la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme définitive, elle s'oppose aux persécutions et réclame la liberté religieuse. Ce problème intéresse plus particulièrement les jeunes paysans, en majorité profondément religieux.

4. — L'ASSERVISSEMENT DE LA PENSEE, DES LETTRES ET DES ARTS A LA POLITIQUE DU PARTI.

Ce problème intéresse vivement la nouvelle génération. Le plus grand nombre des revendications formulées au cours des récentes manifestations est consacré aux questions relatives à la vie intellectuelle.

a) On réclame tout d'abord la dérussification efficace de l'enseignement et une réforme radicale des livres scolaires. Il semble qu'une satisfaction — très partielle — sera donnée aux jeunes étudiants au cours de l'année scolaire 1956-57. Cependant, si la russification est camouflée, l'esprit sectaire et dogmatique de l'enseignement demeurera.

b) On réclame la possibilité de voyager dans les pays occidentaux et d'y contacter les jeunes, de connaître leur vie, leurs problèmes, etc... Jusqu'ici le nombre des jeunes touristes visitant — en dehors des délégations officielles — l'Occident est pratiquement nul. Les jeunes écrivains, poètes, les jeunes universitaires, les jeunes ouvriers et les jeunes paysans voudraient voyager et même séjourner pendant quelques mois à l'étranger comme boursiers du gouvernement.

c) On réclame la suppression ou au moins la diminution des cours du marxisme-léninisme dans les établissements scolaires. A Prague, les étudiants posent de nettes revendications. A Bucarest, ils ont réussi à faire diminuer les 18 à 2, 1/2, le nombre des heures consacrées par semaine à l'étude du marxisme-léninisme.

d) On réclame des films et des pièces de théâtre occidentaux en plus grand nombre et en même temps, la traduction des œuvres littéraires, scientifiques, ainsi que la libre circulation des journaux et des livres anglais, français, etc...

e) On réclame une presse plus objective et moins conformiste.

5. - LA COLLECTIVISATION FORCEE DE L'AGRICULTURE

L'échec de la collectivisation forcée et la résistance acharnée des paysans — et surtout celle des jeunes — montre que l'immense majorité reste hostile à la collectivisation forcée pratiquée plus ou moins ouvertement depuis 1949 dans les soi-disant démocraties populaires. Quelle que soit l'évolution de la nouvelle tactique communiste, elle est accompagnée de continuation de la collectivisation forcée. Cette immense masse de paysans restera méfiante à l'égard du régime communiste. LA COLLECTIVISATION OU L'ETATISATION DE L'ARTISANAT, DE LA PETITE INDUSTRIE ET DU PETIT COMMERCE DE DETAIL

Cette collectivisation — comme celle de l'agriculture — rencontre une opposition quasi unanime de la nouvelle génération. L'artisanat, la petite industrie et le petit commerce de détail sont des entreprises familiales de père en fils, et ces fils restent fidèles aux traditions et désirent continuer l'ancien mode d'exploitation, tout en modernisant certains aspects.

Friedrich-Ebert-Stiftung Bonn Bibliothek

DEPRAVATION DE LA JEUNESSE

Quelle est l'attitude de cette nouvelle génération ? Comment se comportent ces millions de jeunes de 20 à 30 ans qui sont déjà dans la production ?

L'immense majorité de ces jeunes qui sont dans les usines, dans les mines, sur les chantiers, et particulièrement les jeunes paysans, apprennent au contact des autres travailleurs qu'il existe autre chose que la « liberté » communiste », que la « doctrine du parti », que la « marche vers le communisme ».

Ils apprennent qu'il y a simplement la vie, les relations humaines et quelque chose d'encore inconnu pour eux, mais que les « vieux » ont quand même goûté et qu'on appelle la LIBERTE.

Ces jeunes de 20 à 30 ans ne se doutaient pas, à leur sortie de l'école, qu'il y eut une entr'aide possible dans l'exécution même du travail. Il réapprennent, quelquefois après des désillusions et des heurts, ce qu'est la SOLIDARITE OUVRIERE. Ils sentent qu'à côté de la conscience professionnelle, qu'en dehors de la hantise de l'accomplissement des normes, il y a l'harmonie au travail, et que cette harmonie ne peut exister, si le travailleur ne met pas son cœur au service de sa raison.

Au cours de leurs années scolaires, ces jeunes ont appris que tous leurs efforts, leurs buts, doivent servir à leur patrie l'ETAT (non le pays). En arrivant à l'usine ou au kolkhoze, on leur a dit qu'ils avaient un devoir patriotique à accomplir : à l'usine, dépasser les normes, aux champs, faire produire au sol toujours plus.

Ce fut d'abord pour ces jeunes une profonde déception : plus ils produisaient, plus les normes augmentaient, sans compensation de salaire. Puis, le mécontentement a fait place à la déception. Les ouvriers se rendant en délégation auprès de leur syndicat ou de la direction de leur usine essuient invariablement un refus des fonctionnaires de l'Etat. Non seulement les salaires restent bas, mais il est difficile de se procurer la nourriture nécessaire, sans parler bien entendu des produits de grande consommation...

Que faire alors ? Pour beaucoup de jeunes, ils noient leur amertume dans l'alcool. Cet alcool que le régime communiste vend à

gogo, qui lui rapporte des bénéfices énormes. Les jours de paye, les hommes ivres sont nombreux, les lendemains de paye les « absentéistes, sans motif valable », aussi.

Ces jeunes qui vont chercher dans l'alcool un réconfort illusoire sont appelés maintenant, aussi bien en Pologne (dont l'appellation a franchi les frontières), qu'en Roumanie, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie : des « kouligans » (qu'on peut traduire approximativement en français par « voyous »). Ces « kouligans » commettent naturellement des forfaits. Leur comportement est provocant et dévergondé, leur impertinence est agressive et leur indiscipline constitue un danger public. Par exemple, à Nova-Huta, en Pologne, où se trouve la plus grande aciérie, les gens n'osent plus sortir le soir, car il n'est pas rare que ceux qui vont à une conférence ou au cinéma, trouvent en rentrant chez eux la porte ouverte et les objets de valeur disparus, ainsi même que les meubles.

Dans la rue, les « kouligans » se conduisent avec excès et la police a fort à faire. En état d'ébriété, ils ne se gênent d'ailleurs pas pour exprimer leur haine de l'occupant et des dirigeants communistes.

La situation est particulièrement critique dans les régions industrielles.

Le nombre des adhérents aux organisations de la jeunesse a diminué de façon sensationnelle. C'est dans les secteurs vitaux de l'industrie que la fluctuation et l'absence au travail se font le plus sentir, car les jeunes ne croient plus dans les promesses des hauts salaires, ni les slogans sur la protection de la jeunesse.

Les communistes ne cachent pas leur inquiétude devant les symptomes d'un courant de nationalisme parmi la nouvelle génération, réaction patriotique instinctive contre les tendances de russification.

***

CONCLUSION

NOUS avons traité les points principaux, les revendications concrètes de l'opinion publique en général et celles de la nouvelle

génération en particulier. Bien entendu, il existe d'autres revendications, mais elles sont toutes liées, et sans exception, à un des points évoqués plus haut.

Si on rappelle les revendications des jeunes ouvriers au sujet des normes inhumaines, cette revendication est étroitement liée à la nécessité d'une toute autre planification, qui prendrait en considération les possibilités humaines de travail. Si on veut parler des revendications concernant l'augmentation du niveau de vie, nous avons évoqué la nécessité d'une orientation vers la production des biens de consommation et non l'intensification de la production de l'industrie lourde et des armements. Si on veut parler du désir de voir les syndicats se libérer de l'emprise du parti, cette revendication est liée à l'abolition totale des dictatures communistes.

***

Les revendications de la jeunesse déplaisent aux dirigeants des partis communistes. En **Pologne**, en **Tchécoslovaquie**, en **Hongrie**, trois pays où la révolte est la plus puissante, les multiples déclarations des dirigeants s'efforcent de minimiser les manifestations d'ouvriers et d'étudiants, les pétitions qui circulent, en accusant les « éléments provocateurs » et les « ennemis du peuple ».

Or, ces dirigeants, aujourd'hui encore en place, savent parfaitement que les jeunes, surtout les « nationalistes d'un type nouveau », ne sont ni des éléments provocateurs, ni les ennemis d'un régime qui serait réellement démocratique.

Bien au contraire, puisque **ce sont eux le peuple**, eux les vrais patriotes, parce que le but de leur révolte est de faire prévaloir les intérêts de leur propre pays sur ceux d'un pays étranger.

Ces jeunes qui ont résisté à la russification et au communisme, qui dans les conditions économiques particulièrement dures vivent et luttent pour l'avenir de leur pays, méritent toute notre admiration. Ils savent que l'avenir leur appartient et que l'on peut toujours compter sur ceux qui aiment aussi profondément la liberté, la démocratie et le progrès social. Cette nouvelle génération est l'espoir d'un avenir meilleur pour les pays actuellement sous le joug du colonialisme soviétique et des dictatures communistes.